

Emploi

Les patrons français s'engagent pour la formation professionnelle au sud du Sahara

Dans le cadre d'un partenariat, la Fondation franco-africaine pour la croissance et le Conseil français des investisseurs en Afrique lancent un projet de renforcement des compétences



@P_Airault

Publié le vendredi 12 décembre à 15h14 - Mis à jour le mercredi 17 décembre à 15h15

Par Pascal Airault

La formation en Afrique est largement inadaptée aux besoins du marché. Chaque année, douze millions de jeunes se retrouvent pourtant sur le marché du travail. Nombre d'universités forment des littéraires, des sociologues, des juristes alors que les entreprises cherchent avant tout des techniciens et ouvriers spécialisés. « On rencontre toujours les mêmes difficultés pour recruter, explique Stephen Decam, secrétaire général du Conseil français des investisseurs en Afrique (Cian). Il y a un déficit de la masse salariale du CAP au Bac +3 qui représentent entre 25 et 30 % de nos employés ». Pour inverser la tendance, le Cian, dont les quelque 130 entreprises membres réalisent un chiffre d'affaires de 40 milliards d'euros et emploient 200 000 salariés sur le continent, ont décidé de se rapprocher des instituts africains de formation professionnelle. De plus en plus, les groupes et PME -PMI françaises ont de moins en moins recours aux expatriés pour travailler dans leurs filiales, à l'image de Bolloré Africa Logistics qui compte un nouvel employé africain chaque jour. Une première étude, achevée en 2013, a permis de répertorier quelques 600 établissements dans treize pays francophones dont une centaine peuvent jouer le rôle de centres d'excellence.

Aujourd'hui, l'organisation patronale souhaite revaloriser les filières techniques en travaillant directement avec les centres de formation. Les dirigeants de ses entreprises vont faire remonter les besoins en participant aux conseils d'administration des établissements et des organes pédagogiques, en proposant des stages en alternance, des journées métiers, des équipements spécialisés. L'Union européenne et l'Agence française de développement seront sollicitées pour financer la professionnalisation des enseignements et la plateforme de dialogue avec le secteur privé. Les établissements qui joueront le jeu recevront un label « RH Excellence Afrique », du nom du programme.

La future Fondation franco-africaine pour la croissance, qui sera lancée en février, portera ce projet. A sa tête le franco-béninois Lionel Zinsou boucle le tour de table des investisseurs. Le Cian va également y associer les différentes représentations patronales africaines. Si le programme obtient des résultats, il devrait être étendu à l'Afrique anglophone et lusophone.